

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/1 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.2.63685

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

tional. Nina Rubinstein estime que l'émigré contre-révolutionnaire, contrairement au menchevik, n'a pas d'utopie et que l'internationale nobiliaire appartient objectivement au passé. Le jugement qu'elle porte sur la noblesse française est de ce point de vue daté. Elle écrit ainsi que, dans la société française du XVIII^e siècle, une activité professionnelle était pour le second ordre inhabituel et dégradant (p. 179), ce que des études plus récentes ont démenti. De plus elle assimile trop rapidement l'émigré contre-révolutionnaire au noble. Aussi discutables soient les chiffres donnés par Donal Greer en 1951 (John Dune a entrepris de reprendre le comptage à partir des listes d'émigrés; voir aussi les décomptes régionaux, comme ceux effectués par Thomas Höpel pour la Prusse), la présence à l'étranger de membres du premier ordre et du tiers état devrait interdire l'identification de l'émigré au noble. Ce que Nina Rubinstein ne dit pas, c'est que les gentilshommes émigrés sont eux-mêmes à l'origine du mythe de l'émigré noble. Ce mythe est fondateur de leur identité, sert à légitimer leur présence à l'étranger et participe donc de cette « conscience de l'émigré » évoquée par l'auteur. La théorie selon laquelle la noblesse émigrée serait réactionnaire semble aussi devoir être nuancée. En effet, l'idéologie des émigrés nobles est fondée sur la réactivation de l'utopie guerrière, mais l'aspiration à un retour aux origines mythiques de la noblesse française est ancrée dans le présent révolutionnaire: la référence aux guerres de religion et aux croisades autorise les émigrés nobles à se présenter comme des agents de continuité face aux révolutionnaires alors qu'ils sont, en réalité, en rébellion contre l'autorité monarchique. Cette idéologie peut d'autant moins être considérée comme réactionnaire qu'elle est liée à une catégorie récurrente dans l'imaginaire révolutionnaire, celle du retour aux origines.

Nina Rubinstein, cette « enfant de l'exil » (Hanna Papanek) confrontée par ses origines juives et lettones et par son enfance nomade aux questions d'assimilation, d'isolement, d'émancipation et d'identité (Dirk Raith), a écrit sa thèse dans un esprit d'ouverture et de profonde empathie. Le discours tenu sur les émigrés nobles n'est pas celui que l'on pourrait attendre de la fille de mencheviks, peut-être parce que si elle s'est associée étroitement à ce groupe, c'était sans reprendre leur combat (Dirk Raith). Cet ouvrage aux multiples facettes se trouve enrichi par les contributions des éditeurs. Il peut se lire comme une biographie, comme le récit de formation d'une élève de Karl Mannheim, ou comme une thèse de sociologie sur l'émigration française contre-révolutionnaire. L'ensemble forme un tout dont chaque partie est en dialogue permanent avec les autres. Les éditeurs et Nina Rubinstein, dont la trajectoire est en soi une invitation à la réflexion sur l'exil, nous proposent un livre hors du commun.

Karine RANCE, Göttingen

Christian HENKE, Coblenz: Symbol für die Gegenrevolution. Die französische Emigration nach Koblenz und Kurtrier 1789–1792 und die politische Diskussion des revolutionären Frankreichs 1791–1794, Ostfildern (Thorbecke) 2000, 424 p. (Beihefte der Francia, 47).

Issu d'une thèse préparée sous la direction de Hansgeorg Molitor, cet ouvrage analyse l'usage de Coblenz comme « symbole de la Contre-Révolution ». Christian Henke a composé son livre en deux parties: la première (253 p.) décrit le rassemblement des émigrés dans cette cité de l'Électorat de Trèves; la seconde (91 p.) concerne l'instrumentalisation du terme de Coblenz dans les débats de l'Assemblée nationale. L'auteur s'interroge sur la genèse des faits qui ont contribué à faire de cet épisode un concept politique auquel il est encore fait référence de nos jours.

La première partie, intitulée « histoire de la colonie des émigrés à Coblenz », s'ouvre sur un chapitre concernant le séjour initial du comte d'Artois à Turin. Christian Henke s'attache ensuite au rassemblement de Coblenz. Cette ville devient le cœur de l'émigration contre-révolutionnaire lorsque les deux frères du roi s'y rendent, au cours de l'été 1791.

Leur objectif est d'y constituer une armée et d'obtenir le soutien des puissances étrangères pour renverser la dynamique révolutionnaire française. Christian Henke tente de quantifier le groupe (il y aurait eu jusqu'à 5000 émigrés à Coblenz, 14 000 dans l'ensemble de l'électorat de Trèves), décrit le mode de vie des princes et l'organisation de leur armée. Ceci repose sur une bonne utilisation de la littérature secondaire que l'auteur complète avec des sources, non exploitées jusqu'alors, concernant l'établissement d'une police et d'une justice propres aux émigrés. L'étude se termine sur la campagne de 1792 et le départ des derniers émigrés en 1794.

Cette première partie est très détaillée, surtout s'agissant des préparatifs militaires (chap. 3.2.2 et 4) et de la campagne de 1792 (chap. 5). Christian Henke étudie avec une grande précision l'administration de l'armée, l'enrôlement, les règlements, les soldes, les magasins, les chevaux et les fourrages, l'hôpital militaire. Cette description se justifie par l'importance de l'utopie guerrière dans le rassemblement (peut-être aurait-il fallu le dire), mais on s'interroge sur la nécessité d'une présentation si détaillée puisque, comme le rappelle l'auteur (p. 279), cette « armée des princes », tenue à l'écart par le duc de Brunswick, n'a quasiment pas participé à la campagne et est licenciée fin 1792. De longs préparatifs et des frais importants pour une aventure avortée, en quelque sorte. Si les répétitions et les erreurs peuvent agacer le lecteur, on regrette surtout que les acteurs soient absents de cette étude. Christian Henke n'utilise, pour faire entendre la voix des émigrés, que des mémoires (récits rétrospectifs qui ne sauraient être tenus pour des témoignages d'époque) et le journal du comte d'Espinhal qu'il aurait été bon de confronter à d'autres témoignages. L'essentiel des informations provient donc, d'une part, de la littérature secondaire, et d'autre part, des rapports rédigés par l'administration de l'Électorat ou par les représentants de la France. L'auteur se fait ainsi involontairement l'écho de jugements partisans exprimés dans un contexte dont il aurait fallu tenir compte, surtout dans le cadre d'une étude sur le concept de Coblenz.

Beaucoup plus originale, la seconde partie suit chronologiquement l'évolution de la référence à Coblenz et de son instrumentalisation dans les débats de l'Assemblée. Christian Henke montre qu'à l'époque de la Constituante, Coblenz n'est encore qu'un lieu géographique parmi d'autres dans les débats concernant les mesures à prendre à l'encontre des émigrés. Sous la Législative, cette ville devient le symbole d'une menace contre-révolutionnaire et son nom entre dans le vocabulaire politique. Elle est identifiée, au mois d'octobre 1791, comme étant le centre de l'émigration et une prétendue connivence entre le roi et les émigrés est dénoncée sous les termes d'une collusion entre « Paris et Coblenz ». En décembre 1791, Brissot désigne Coblenz comme étant la source de toutes les difficultés internes de la France. Les adversaires de la Révolution en France sont assimilés aux contre-révolutionnaires émigrés pour encourager le déclenchement d'un conflit militaire. Mais tandis que les Brissotins, partisans de la guerre, prônent la destruction de Coblenz, Robespierre les met en garde: Coblenz est à Paris et non outre-Rhin. « Coblenz » sert dès lors à dénigrer tout opposant à la Révolution ou toute faction politique opposée aux vues de l'orateur. Cet opposant devient un ennemi, signe du passage d'une rhétorique politique à une rhétorique belliqueuse. Pendant l'été 1792, le terme de Coblenz est finalement devenu un instrument de combat dans la politique intérieure: il est le synonyme de contre-révolutionnaire et l'antonyme de nation. Coblenz est ainsi devenu le symbole de la Contre-Révolution et de l'Ancien Régime.

Cette très fine analyse aurait pu être prolongée par l'examen de la réception du terme dans une sphère publique plus large, par l'étude de la presse par exemple. Ces réserves mises à part, l'ouvrage montre bien le rôle joué par la référence à Coblenz dans le processus révolutionnaire.

Karine RANCE, Göttingen